

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Instructeur : Patrick BARTOLINI
Tél : 04.91.15.63.89
Dossier n°2009-164 SANC MD

Marseille, le 25 juin 2009

ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole
de régulariser l'exploitation de l'installation du CSD située
sur le territoire de la commune de SAINT MARTIN DE CRAU

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement notamment son article L.514-1,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu l'arrêté préfectoral n° 166-2002A du 2 avril 2004 autorisant la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à exploiter le CSD la Crau, situé sur la commune de Saint Martin de Crau, au lieu-dit « Les Gadoues »,

Vu l'arrêté préfectoral n° 480-2008-A du 29 décembre 2008 imposant des prescriptions complémentaires pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole concernant la poursuite de l'exploitation et l'aménagement du casier en exploitation avec création d'un risberme coté Nord et prolongement des talus Est et Ouest du centre de stockage de déchets de la Crau,

Vu le rapport établi par l'inspecteur des installations classées le 6 avril 2009,

Vu l'avis favorable du sous-préfet d'Arles en date du 15 mai 2009,

Vu la lettre du président de la CUMPM en date du 5 mai 2009,

Considérant la nécessité d'imposer à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de respecter les dispositions réglementaires nécessaires à prévenir tout nouvel incendie,

Considérant que la CUMPM n'a pas transmis le calcul complet des garanties financières ainsi que ses dispositions définitives envisagées pour traiter ses déchets ménagers et assimilés après l'échéance du 31 mars 2010 dans les délais imposés par l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2008,

Considérant qu'en vertu de l'article L.514-1 du code de l'environnement, le préfet doit mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions de fonctionnement d'une installation classée dans des délais déterminés, dont les manquements ont été constatés par l'inspecteur des installations classées,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE

Article 1 :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont le siège communautaire est situé, Le Pharo, 58 Boulevard Charles Livron, 13007 Marseille, est mise en demeure de respecter les dispositions rappelées ci-après pour l'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux de la Crau, situé au lieu-dit « Les Gadoues », sur le territoire de la commune de Saint Martin de Crau :

➤ **sans délai à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 relatif aux déchets interdits : ne peuvent être admis sur le site les déchets visés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997,

➤ **dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 3 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2008 relatif aux garanties financières,

➤ **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 9.3, alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 relatif à l'exercice incendie à réaliser annuellement,
- article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 relatif aux autres dispositions générales et consignes de sécurité.

Une procédure écrite sera rédigée par l'exploitant pour permettre l'usage dans des conditions bien précises, du permis feu. Celle-ci devra être transmise à l'Inspection des Installations Classées.

Article 2 :

Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
Le Sous-Préfet d'Arles,
Le Maire de la commune de Saint Martin de Crau,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Michel SAPPIN